
Pour une place industrielle forte et une politique monétaire dans l'intérêt de tous

Cela fait déjà trois ans que la dernière crise financière et économique globale sévissait et on ne peut, en tout cas pas encore, exclure tout danger de nouvelle récession. Mais il n'y a pas qu'une rupture de conjoncture qui menace la Suisse aujourd'hui, en raison de l'instabilité des marchés financiers et d'un franc suisse nettement surévalué : la situation actuelle du marché monétaire est l'arbre qui cache la forêt d'une stagnation durable et d'une désindustrialisation. La place industrielle suisse est sous la menace de délocalisations vers l'étranger qui signifient la perte d'un savoir-faire construit patiemment pendant des décennies. Il n'est plus possible de produire et de vendre au cours actuellement surévalué du franc suisse. C'est tout le secteur industriel de la Suisse, lié directement ou indirectement à l'exportation, qui est aujourd'hui menacé.

Dans le même temps, des employeurs se servent de la crise actuelle comme paravent pour faire pression sur les salaires et les prestations sociales, et aussi pour exiger toujours davantage de leur personnel. Le risque du change est transféré sur les épaules du personnel pour protéger les marges bénéficiaires soumises à pression.

Voici les exigences du PS suisse pour protéger les salarié-e-s et l'ensemble de l'économie :

- Il faut augmenter le cours-plancher du franc suisse par rapport à l'euro à au moins 1.40 francs. On ne comprend pas pourquoi la Banque nationale (BNS) néglige cette suite logique de la décision qu'elle avait prise en septembre dernier de fixer ce cours à 1.20 francs. Il est tout aussi incompréhensible que l'économie réelle n'exerce pas une plus grande pression sur la BNS pour que celle-ci comprenne enfin que ce franc trop fort va sacrifier des dizaines de milliers d'emplois dans l'industrie, dans la branche d'exportation et dans le tourisme.
- La BNS a le mandat constitutionnel de tenir compte de l'évolution conjoncturelle dans sa politique monétaire. Le renchérissement négatif et la conjoncture morose exigent qu'on agisse tout de suite.
- Si la BNS ne prend pas au sérieux son mandat constitutionnel et légal, il faut alors lui imposer de veiller au plein emploi dans ses décisions de politique monétaire. La banque centrale des USA a d'ailleurs aussi un mandat analogue.
- Il faut interdire de transférer le risque du cours de change sur les salarié-e-s. Il est inadmissible de lier des salaires au cours du change ou de dégrader les conditions de travail, par exemple en prolongeant le temps de travail pour le même salaire.
- La Suisse a besoin d'une politique industrielle et technologique tournée vers l'avenir. Une stratégie cleantech pourra assurer l'avenir de la place industrielle suisse tout en créant des dizaines de milliers d'emplois. Nous devons renforcer le secteur industriel grâce à une offensive de la recherche et de la formation.

Il faut enfin appliquer avec rigueur et compléter les mesures d'accompagnement du marché du travail et empêcher les abus de la libre circulation des personnes et les sanctionner. Les salaires minimums doivent être augmentés. À cet effet, l'initiative populaire pour un salaire minimum de 4'000 francs qui vient d'aboutir est un bon instrument. Il s'agit maintenant de concrétiser cette volonté au plus vite, qui, de plus, assure un bon niveau de la demande en soutien de la conjoncture.